

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°ARR2026_016
PORTANT REGLEMENTATION A LA CIRCULATION DES POIDS LOURDS DE PLUS DE
7,5 TONNES – Monsieur TRIDON Xavier 8 CHEMIN DU FOULET
BERNARD AGRICULTURE

Le Maire de la commune Champagnier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'arrêté n°2019-129 de la Commune de CHAMPAGNIER portant réglementation de la circulation interdisant la circulation des poids-lourds de plus de 7,5 tonnes dans la traversée de l'agglomération sur la RD 64,

Vu l'arrêté n° 2020-086 de la Commune de CHAMPAGNIER, en date du 07 octobre 2020 par lequel la commune s'oppose au transfert, au bénéfice de la Métropole, du pouvoir de police « spéciale » en matière de circulation et de stationnement,

Vu la demande de dérogation du 03 mars 2026 de Monsieur TRIDON Xavier ;

Considérant qu'il convient d'assurer la pérennité du domaine public routier et la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'autorisation

L'entreprise BERNARD AGRICULTURE sise 179 route de Trévoux 01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY, est autorisée par dérogation, à accéder aux voiries de Champagnier avec l'ensemble des poids lourds de plus de 7.5 tonnes, à l'exception de la RD64 sur la portion dites « des combettes » entre ses croisements avec la rue de Lavières au sud et le chemin du Reflet au nord.

Les voiries empruntées seront les suivantes : RD64 en agglomération, Place du Laca, Rue du Bourg, Chemin du Gal et Chemin du Foulet.

Article 2 : Durée

Cette autorisation sera applicable du 10 Mars 2026 au 31 décembre 2026.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de CHAMPAGNIER (38).

Article 4 : Exécution

Monsieur le maire, Le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Vizille, la police pluri-communale et les services municipaux, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Maire de Champagnier, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Fait à Champagnier, le 09 mars 2026

Florent CHOLAT
Maire